

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 21 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS

ZI DE LIMAY PORCHEVILLE
BP 39
78440 PORCHEVILLE

Références : 58070
Code AIOT : 0006503465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS implanté ZI DE LIMAY PORCHEVILLE 78440 GARGENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 20 octobre 2022 s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS
- ZI DE LIMAY PORCHEVILLE 78440 GARGENVILLE
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société ALPA exploite sur la zone industrielle de LIMAY-PORCHEVILLE une aciérie. L'établissement ALPA situé sur la commune de Gargenville est implanté sur ce site depuis 1973.

Les conditions d'exploitation des installations de l'aciérie sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°035760 du 4 novembre 2015 pris à la suite du réexamen en application de la directive 2010/75

dite IED sur les émissions industrielles, et permettant la mise à jour de l'autorisation d'exploiter une aciérie produisant des ronds à béton pour la construction. Les ronds à béton sont produits à partir de ferrailles recyclées.

Les principaux enjeux de l'établissement résident d'une part dans les émissions atmosphériques qui proviennent des activités de fonte des métaux et de laminage, et d'autre part dans le rejet en Seine des eaux de process provenant du secteur aciérie-broyeur et laminoir ainsi que les eaux pluviales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des stocks de produits dangereux — Étiquetage
- Positionnement des équipements d'alerte et de secours
- Collecte des effluents
- Collecte des eaux pluviales
- Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents
- Rejet dans le milieu naturel
- Valeurs limites des rejets
- Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
- Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles
- Isolement avec les milieux
- Principes généraux de prévention des risques
- Cessation partielle d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des stocks de produits dangereux. — Étiquetage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Lettre de suite préfectorale	1 jour
13	Cessation partielle d'activité de la cuve enterrée de GNR	Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plans des locaux et schémas des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
3	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.1.4	/	Sans objet
6	Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29	/	Sans objet
7	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
8	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.2.	/	Sans objet
9	VLE des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1	/	Sans objet
10	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.3.	/	Sans objet
11	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.1.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place plusieurs dispositifs permettant à son installation de réduire notablement ses émissions de polluants dans l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits dangereux. — Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>

Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un état des stocks daté du 30 septembre 2022. L'inspection constate que l'état des stocks des deux stations de traitement des eaux est sur la même feuille de calcul. Il convient donc que l'exploitant ait un état des stocks par site de stockage.

L'inspection réalise un contrôle par échantillonnage des FDS :

- Biocide NALCO 77352 : certaines informations sont en anglais et notamment les notions de mélange et les noms de certains produits chimiques
- Mécanique EP 580 : lubrifiant, certaines informations sont en anglais et notamment les notions de mélange et les noms de certains produits chimiques, le N° CAS du produit et d'un des composants n'est pas mentionné (« N° CAS Confidentiel »)

Contrairement aux dispositions de l'article 31.5 du règlement (CE) N° 1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006, certains éléments des fiches de données de sécurité ne sont pas en français.

Contrairement aux dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II du point 2 de l'article 18 du règlement (CE) N° 1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006, et l'article 18, paragraphe 2, du règlement (CE) N°1272/2008 du 16 décembre 2008, le N° CAS du produit n'est pas mentionné sur sa FDS.

L'exploitant déclare stocker des produits dangereux au niveau du parc à huile (huiles pour le fonctionnement des centrales hydrauliques et des huiles de process (lubrification des organes mécaniques et huiles lubrifiantes pour les lingotières), au niveau des stations de traitement des eaux (produits de traitement) et au niveau des fours (huiles de process).

Il convient de vérifier que ces stockages ne peuvent pas être à l'origine d'effets dominos indésirables sur les installations.

L'exploitant fournit à l'inspection un plan extrait de son POI sur lequel figurent les locaux de stockage avec la matérialisation du type de produit dangereux (Javel et produits biocides corrosifs, biocide pour les tours aéro-réfrigérantes, floculants, huiles).

L'exploitant indique que les floculants sont destinés à précipiter les métaux. Les effluents passent dans un filtre à sable et un filtre à charbon actif avant rejet, ce qui permet de respecter l'arrêté RSDE de 2017.

Le plan fourni est néanmoins en A4 ce qui rend difficile la visualisation des pictogrammes. Il convient donc que l'exploitant intègre un plan plus grand dans son POI.

Lors de la visite du parc à huile, l'inspection constate que, contrairement aux dispositions du chapitre I du règlement N°1272/2008 du 16 décembre 2008, certains fûts d'huile de la marque ENI ne sont pas munis d'étiquette. Il convient donc que l'exploitant se rapproche de son fournisseur afin de faire apposer les étiquettes conformes au règlement CLP sus-mentionné.

En outre, s'agissant des moyens de lutte contre l'incendie du parc à huile, par courriel en date du 21 octobre 2022, l'exploitant a précisé à l'inspection que :

- il a mis en place 1 extincteur à poudre ABC de 50 Kg et 1 extincteur 9Kg à poudre ABC à proximité en fonction de la quantité stockée (référentiel APSAD R4)
- il va ajouter 2 extincteurs à poudre ABC de 9Kg pour perfectionner les moyens de protection pour l'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plans des locaux et schémas des réseaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Positionnement des équipements d'alerte et de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection des plans sur lesquels sont matérialisés : <ul style="list-style-type: none">- les zones de localisation des équipements de secours,- les zones de localisation des équipements d'alerte,- les zones de dangers. L'inspection constate que les zones de dangers sont matérialisées sur un plan unique du site tandis que les zones de localisation des équipements de secours et d'alerte sont matérialisées sur des plans par bâtiment. L'inspection constate également que les plans des zones de dangers détaillent les différents types de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.
Constats : L'exploitant indique que toutes les eaux sont traitées par deux stations : une station pour le laminoir et une station pour l'aciérie. Il y a donc deux rejets dans le collecteur communal qui rejette en Seine. L'exploitant fournit des plans des réseaux à l'inspection sur lesquels figurent les éléments requis par la réglementation en vigueur. L'exploitant explique qu'il ne rejette que des eaux pluviales et des eaux industrielles (eaux traitées par les deux stations). Ces eaux ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'alimentation. Aucun produit inflammable ne circule dans les réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. La société ALPA s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. En dehors des canalisations enterrées de GNR, les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport de contrôle des réseaux de l'installation en date du 28 juin 2022 (N° de dossier 222780) réalisé par la SARP pour le compte de la SNAD, société gestionnaire du curage des réseaux mandatée par l'exploitant. L'inspection constate que le rapport relève la présence de fissures sur certains tronçons. L'exploitant déclare qu'à réception du rapport, il fait réaliser les travaux. Pour illustrer cette affirmation, l'exploitant fournit en outre à l'inspection, un rapport de travaux de réhabilitation réalisés par TELEREP en date du 20 avril 2022 (Chantier N° 50458) et un rapport d'inspection visuel réalisée par la même société en date du 8 février 2021 (N° dossier : 49451). L'inspection constate à la lecture de ces deux rapports que certains regards ont été réhabilités et que certains tronçons ont été gainés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant fournit des plans des réseaux à l'inspection sur lesquels figurent les différents séparateurs d'hydrocarbures du site, permettant de traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'exploitant déclare faire ses déclarations de production de déchets dangereux sur TRACKDECHETS depuis janvier 2022. Il fournit à l'inspection un BSDD extrait de TRACKDECHETS sur lequel figurent toutes les informations requises par la réglementation.</p> <p>Il ajoute qu'il produit deux types de déchets dangereux : les déchets de curage des séparateurs d'hydrocarbures et les poussières de l'aciérie, riches en métaux. Les poussières sont envoyées en Allemagne puis en Italie pour être recyclées (récupération du zinc, présent à 30 % dans les poussières de l'aciérie).</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection une fiche de nettoyage de séparateurs d'hydrocarbure de 2022. L'inspection constate que sur cette fiche figurent les différents séparateurs curés en date du 15 juillet 2022.</p> <p>L'inspection constate que, contrairement aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel susmentionné, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection ses attestation de conformité à la norme des dispositifs de traitement des eaux susceptibles d'être polluées. Il précise que le bureau technique qui a installé les séparateurs doit les avoir et qu'il va les lui demander.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'exploitant fournit des plans des réseaux à l'inspection sur lesquels figurent les points de rejets dans le réseau communal, qui se jette lui même en Seine. Ils sont au nombre de 2 : un pour la station de traitement des eaux de l'aciérie et 1 pour la station de traitement des eaux du laminoir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. <p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension : 35 mg/l. - DCO : 125 mg/l ; - DBO5 : 30 mg/l. <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; - Métaux totaux : 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un projet d'arrêté d'autorisation de déversement dans le réseau public, émis par le gestionnaire de réseaux (Grand Paris Seine et Oise). L'inspection constate qu'une autosurveillance est prescrite à l'exploitant par le gestionnaire de réseaux (fréquence trimestrielle).</p> <p>Il convient que l'exploitant adresse à l'inspection une copie de son autorisation de déversement dès notification de cette dernière.</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyses des eaux résiduaires en date du 11 août 2022 (ref. 2021-DI-197) réalisé par ANALY-CO, pour les rejets de l'aciérie et du laminoir. L'inspection constate que les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral visé supra.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : 30 °C - PH: compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyses des eaux résiduaires en date du 11 août 2022 (ref. 2021-DI-197) réalisé par ANALY-CO, pour les rejets de l'aciérie et du laminoir. L'inspection constate que les valeurs mesurées respectent les valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral visé supra.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : VLE des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La société ALPA est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires pluviales et industrielles issues des points de rejets n°1 et 2, dans la Seine, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

paramètre	Concentration maximale pour tous les points de rejet en mg/l (Échantillon moyen sur 24h)	Flux maximal	
		Rejet n°1	Rejet n°2
MEST	20	2,4 kg/j	6 kg/j
DBO ₅	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
DCO	125	15 kg/j	37,5 kg/j
Azote totale	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
Phosphore totale	10	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Chrome total	0,5	6,5 g/j	10 g/j
Hydrocarbures totaux	< 5	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Etain et ses composés	2	26 g/j	39 g/j
Cuivre et ses composés	0,5	60g/j	150 g/j
Nickel et ses composés	< 0,5	6,5g/j	10 g/j
Zinc et ses composés	< 2	26 g/j	39 g/j
Plomb et ses composés	0,5	6,5g/j	10 g/j
Fer et ses composés	2	240g/j	600 g/j
Aluminium et ses composés	5	390g/j	585 g/j
Arsenic	0,05	0,65 g/j	0,65 g/j
Mercure	<0,1	/	1,3 g/j
Cadmium	<0,2	2,6 g/j	2,6 g/j

Les rejets n°1 et n°2 se rejoignant en sortie de site, le débit maximal en sortie de site est de 420 m³/j par temps sec.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyses des eaux résiduaires en date du 11 août 2022 (ref. 2021-DI-197) réalisé par ANALY-CO, pour les rejets de l'aciérie et du laminoir.

L'inspection constate que les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral visé supra.

L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyse des eaux pluviales pour l'aciérie daté du 19 juillet 2021 (ref. AR-21-IY-009495-01) réalisé par Eurofins pour les eaux pluviales.

Il fournit à l'inspection un rapport d'analyse des eaux pluviales pour le laminoir daté du 19 juillet 2021 (ref. AR-21-TV-014291-01) réalisé par Eurofins pour les eaux pluviales.

Il déclare que pour le moment en 2022, les analyses n'ont pas pu être réalisées, faute de précipitation. L'inspection ne relève pas de dépassement pour 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.
Constats : L'exploitant fournit des plans des réseaux à l'inspection sur lesquels figurent les deux stations de traitement des effluents aqueux de l'installation : une pour le traitement des eaux de l'aciérie et 1 pour le traitement des eaux du laminoir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant fournit des plans des réseaux à l'inspection sur lesquels figurent les différentes vannes d'isolement du site. L'inspection n'a pas de remarque à émettre concernant ces plans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux de prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Contrairement aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel sus-mentionné, lors de la visite du laminoir, l'inspection constate la présence côte à côte, sur un chariot, et à deux endroits différents, d'une bouteille d'acétylène et d'une d'oxygène, sans surveillance. Il convient que l'exploitant prenne toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de se produire dans une telle situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 jour

N° 13 : Cessation partielle d'activité des cuves enterrées de GNR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité de la cuve enterrée de GNR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p>Constats : Lors de la visite de site, l'inspection constate que les cuves de GNR à proximité de la voie ferrée, précédemment enterrées, ont été remplacées par des cuves aériennes sur une dalle de béton.</p> <p>L'exploitant précise que les anciennes cuves ont été vidangées, inertées et évacuées en 2017 et que l'espace laissé par l'évacuation des cuves a été comblé. L'exploitant ajoute que le diagnostic de pollution du sol en lien avec l'évacuation des cuves n'a pas été réalisé.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments justifiant des interventions réalisées ou à mettre en œuvre sur cet espace conformément à l'article R512-39-1 dans sa version en vigueur à la date de notification de cette cessation partielle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

